



LIMINAIRE DE LA CGT CAPL B Mutation

Dans la fonction publique et à la DGFIP, la mise en place des mesures d'économies s'accélère.

La prime d'intéressement, après un passage par la case « disparition », serait finalement d'un montant de 100 euros, versée à tou-tes les agent-es... mais uniquement pour 2015.

Pour la CGT, il s'agit bien d'un recul d'abord sur le montant (- 50 euros pour tou-tes), mais aussi sur le fond. En effet, nous refusons la mise en place en remplacement d'une éventuelle prime de restructuration, qui serait une prime à la casse de notre administration.

Alors que le point d'indice est bloqué depuis 5 ans et va le rester encore en 2016, c'est un nouveau coup porté contre notre rémunération. Et ce n'est qu'un début, puisque le gouvernement prépare la modulation totale du régime indemnitaire.

Quant à la DGFIP, elle est aujourd'hui en danger de disparition ! Le porte-parole du gouvernement vient en effet d'annoncer la mise en place de la retenue à la source, transférant ainsi au patronat la collecte de l'impôt, avec des milliers de suppressions d'emplois à la clé à la DGFIP qui vont s'ajouter à la réduction continue des effectifs (32 000 supprimés depuis 2002).

Alors que les attaques se multiplient contre les services publics, des centaines de milliards d'euros échappent à l'impôt et grèvent les budgets. Alors que la DGFIP voit ses effectifs fondre, la fraude fiscale ne cesse d'augmenter.

Nous le savons tou-tes : de l'argent il y en a !
Il suffit juste d'avoir la volonté politique de le récupérer.

Et c'est bien tout le contraire que ce gouvernement est en train de faire aujourd'hui en s'attelant au démantèlement de la DGFIP. Il l'a d'abord fait en mettant en place la démarche stratégique, puis la revue des missions. Dans cette même logique, il souhaite aujourd'hui fermer de très nombreux sites et services de notre administration.

Pour la 7ème année consécutive, la situation de l'emploi de la catégorie B s'aggrave avec 507 suppressions d'emplois supplémentaires en 2015 !

La désastreuse politique de l'emploi menée ces dernières années se poursuit donc, en laissant de trop nombreux postes de contrôleurs vacants le 1er septembre prochain.

La CGT réitère donc la demande présentée depuis plusieurs années en CAP de mutations et rappelée cette année encore en CAP Nationale, à savoir son exigence de voir recruter dans les plus brefs délais tous les agent-es B figurant sur les listes complémentaires des concours.

Sur le plan local, même si cette année nous n'avons à déclarer aucune perte d'emplois en catégorie B, les orientations affichées en matière de lutte contre la fraude fiscale ne sont pas en adéquation avec les moyens donnés. Cela a des incidences dommageables pour la programmation et l'appui tactique.

La fusion de la Dircofi a provoqué de nombreux bouleversements dans l'organisation du travail des contrôleurs, en particulier en ce qui concerne la programmation.

Les collègues sont très inquiets sur les méthodes de travail envisagées, notamment l'exploitation quasi exclusive de listes extraites de SIRIUS PRO.

Sur le mouvement en lui-même, les 3 projets proposés par la direction tiennent compte chacun des différentes étapes de discussion entre la direction et les organisations syndicales.

Même si nous reconnaissons que le projet 1 correspond aux demandes des OS, nous admettons que le projet 3 est plus favorable à un plus grand nombre d'agents et répond donc aux attentes de ceux-ci.

De plus, nous attendons des explications sur le projet concernant les services de direction.